

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE DE LA COMPAGNIE DU PORT,
DES QUAIS ET DES ENTREPÔTS
DE BEYROUTH ET DE LA
SOCIÉTÉ RADIO-ORIENT
(FRANCE c. LIBAN)

(Rôle général n° 42 — Ordonnance du 31 août 1960: radiation
du Rôle)



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE CONCERNING THE COMPAGNIE
DU PORT, DES QUAIS ET DES ENTREPÔTS
DE BEYROUTH AND THE
SOCIÉTÉ RADIO-ORIENT
(FRANCE *v.* LEBANON)

(General List No. 42 — Order of 31 August 1960: removal from
the List)



TABLE DES MATIÈRES ¹ — CONTENTS ²

PREMIÈRE PARTIE. — REQUÊTE INTRODUCTIVE
D'INSTANCE ET MÉMOIRES

PART I.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS
AND PLEADINGS

SECTION A. — REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

SECTION A.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

	Page
Requête introductive d'instance au nom du Gouvernement de la République française (février 1959). — Application instituting proceedings on behalf of the Government of the French Republic (February 1959)	4

SECTION B. — MÉMOIRES

SECTION B.—PLEADINGS

1. — Mémoire du Gouvernement de la République française (août 1959)	13
<i>Liste des annexes au mémoire</i> ³	50
2. — Exceptions préliminaires présentées par le Gouvernement de la République libanaise (20 XII 59)	55
<i>Liste des annexes aux exceptions préliminaires</i> ³	73
3. — Observations et conclusions du Gouvernement de la République française sur les exceptions préliminaires présentées par le Gouvernement de la République libanaise (février 1960)	75
<i>Liste des annexes aux observations et conclusions</i> ³	102

¹ Les renvois figurant dans les mémoires et plaidoiries ont été modifiés pour tenir compte de la pagination de la présente édition.

² The page references originally appearing in the pleadings and oral arguments have been altered to correspond with the pagination of the present edition.

³ Annexes non reproduites.

DEUXIÈME PARTIE. — PLAIDOIRIES

[La Cour n'a pas tenu d'audiences publiques — voir note, p. 103.]

PART II.—ORAL ARGUMENTS

[The Court did not hold any public hearings — see note on p. 103.]

TROISIÈME PARTIE. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS A LA
COUR APRÈS LA FIN DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

[Aucun document n'a été déposé.]

PART III.—DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT
AFTER THE CLOSURE OF THE WRITTEN PROCEEDINGS

[No documents were submitted.]

QUATRIÈME PARTIE. — CORRESPONDANCE

[Voir pp. 108-142.]

PART IV.—CORRESPONDENCE

[See pp. 108-142.]

	Page
Index français	143
English index	146

PREMIÈRE PARTIE

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
ET MÉMOIRES

PART I

APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS
AND PLEADINGS



SECTION A. — REQUÊTE
INTRODUCTIVE D'INSTANCE

SECTION A.—APPLICATION
INSTITUTING PROCEEDINGS

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE AU NOM
DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE¹**

Février 1959.

A Monsieur le Président,
A Messieurs les Juges de la Cour internationale de Justice,

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement de la République française, élisant domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye,

Vu l'article 36, alinéa 1, du Statut de la Cour,

Vu l'article 23 de l'accord du 24 janvier 1948 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise,

Vu l'article 40, alinéa 1, du Statut de la Cour,

A l'honneur de vous adresser la requête suivante :

Le 24 janvier 1948, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise ont conclu un accord afin d'aménager l'accord conclu entre eux le 25 janvier 1944 et dénoncé par le Gouvernement français, et de régler à la fois l'ensemble des problèmes financiers résultant de la liquidation du passé et leurs relations monétaires et financières pour l'avenir. L'échange des ratifications ayant eu lieu le 15 février 1949, l'accord est entré en vigueur le 16 février 1949.

L'article 23 de ce traité déclare : « Les H. P. C. conviennent que les différends que pourrait soulever l'application du présent accord ou de ses annexes seront, à la requête de la partie intéressée, soumis à l'arbitrage de la Cour de Justice internationale. »

L'accord du 24 janvier 1948 comporte, parmi les obligations assumées par chacune des Parties contractantes, un engagement du Gouvernement libanais inscrit dans la lettre annexe n° 12 à l'accord, relativement aux concessions des sociétés françaises ou à capital français au Liban :

¹ Voir Quatrième Partie, *Correspondance*, p. 108.

**APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS ON BEHALF
OF THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC¹**

[Translation by the Registry]

February 1959.

To the President

And Members of the International Court of Justice,

I, the undersigned, duly authorized by the Government of the French Republic, selecting as address for service the French Embassy at The Hague,

Having regard to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Having regard to Article 23 of the Agreement of 24 January 1948 between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic,

Having regard to Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Have the honour to address to you the following Application:

On 24 January 1948, the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Lebanon concluded an Agreement for the purpose of modifying the Agreement which had been concluded between them on 25 January 1944, and which had been denounced by the French Government, and for the purpose of settling all the financial problems resulting from the liquidation of the past and, at the same time, their monetary and financial relations for the future. Ratifications having been exchanged on 15 February 1949, the Agreement entered into force on 16 February 1949.

Article 23 of this Agreement provides: "The High Contracting Parties hereby agree that any differences arising in connection with the application of this Agreement or of its annexes shall, at the request of the Party concerned, be submitted to the International Court of Justice for arbitration²."

The Agreement of 24 January 1948 includes, among the obligations assumed by each of the Contracting Parties, an undertaking by the Lebanese Government, contained in the letter appearing as Annex No. XII to the Agreement, with regard to concessions of French companies and companies with French capital in Lebanon:

¹ See Part IV, *Correspondence*, p. 108.

² Translation given in United Nations Treaty Series, Vol. 173, No. 2263.

« Le Gouvernement libanais, considérant qu'en raison de la fin du mandat et de la proclamation de l'indépendance libanaise, il peut y avoir intérêt à apporter certains aménagements aux notes et annexes qui régissent les concessions des sociétés françaises ou à capital français, exerçant sur son territoire, ainsi qu'aux textes qui en précisent les modalités d'application, se propose d'entamer des conversations avec chacune de ces sociétés dans l'esprit des pourparlers déjà engagés à cet effet.

« Ces conversations auront pour objet de rechercher de façon contractuelle et dans le cadre de la législation actuellement existante, une solution de nature à permettre au Gouvernement libanais de soumettre à l'approbation du Parlement les aménagements dont il s'agit.

« Jusqu'à la mise en application de ces aménagements les actes, annexes et textes qui régissaient les concessions de ces sociétés au 1^{er} janvier 1944 demeureront en vigueur.

« Le présent *modus vivendi* est lié aux diverses dispositions de l'accord en date de ce jour. »

C'est à la suite de violations des engagements pris par le Gouvernement libanais à son égard dans cette annexe 12 que le Gouvernement de la République française est amené, en se fondant sur l'article 23 de l'accord du 24 janvier 1948, à saisir la Cour internationale de Justice de la présente requête.

* * *

La « Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth » a été constituée en 1887 sous forme de société anonyme ottomane en vue de construire, d'administrer et d'exploiter le port, les quais et les entrepôts de Beyrouth, en suite de la concession qui lui a été accordée le 18 juin 1887, par le Gouvernement impérial ottoman aux droits duquel se trouve actuellement substitué l'État libanais. Elle a été transformée en société anonyme française le 9 février 1926 en conformité des dispositions du protocole n° XII annexé au traité de Lausanne. Sa concession se termine le 19 août 1990.

Les rapports de la Compagnie avec l'État libanais sont essentiellement régis par la convention de concession, en date du 3/15 août 1887, la convention de réadaptation des actes concessionnels de la Compagnie en date du 7 décembre 1925 et la convention d'extension du port du 15 mai 1934.

Ces divers actes entrent dans la catégorie de ceux que vise la lettre annexe n° 12 à l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948,

“The Lebanese Government, considering that, in view of the termination of the mandate and the proclamation of Lebanese independence, it may be desirable to make certain modifications in the acts and annexes governing the concessions of French companies or companies financed by French capital operating in Lebanon and the provisions governing the execution thereof, proposes to initiate conversations with each of the said companies in the spirit of the negotiations already held in this connection.

“The purpose of these conversations will be to seek a solution, by contractual means and under the legislation now in force, that will enable the Lebanese Government to submit the modifications in question to Parliament for approval.

“Pending the entry into force of the said modifications, the acts, annexes and texts governing the concessions of these companies on 1 January 1944 will remain in force.

“This *modus vivendi* is in keeping with the various provisions of the Agreement of to-day’s date¹.”

As the result of breaches of the undertakings subscribed to by the Lebanese Government in favour of the Government of the French Republic, in the said Annex No. XII, the latter Government, on the basis of Article 23 of the Agreement of 24 January 1948, is led to seise the International Court of Justice of the present Application.

* * *

The *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth* was incorporated in 1887 as an Ottoman limited company for the purpose of constructing, administering and exploiting the harbour, quays and warehouses of Beirut, pursuant to the Concession which was granted to it on 18 June 1887 by the Imperial Ottoman Government, to whose rights the Lebanese State has now succeeded. It was converted into a French limited company on 9 February 1926, in accordance with the provisions of Protocol No. XII annexed to the Treaty of Lausanne. Its concession will expire on 19 August 1990.

Relations between the Company and the Lebanese State are, in essence, governed by the Concessionary Agreement, dated 3/15 August 1887, the Agreement for the readaptation of the Company’s concessionary instruments dated 7 December 1925, and the Agreement of 15 May 1934 concerning the extension of the harbour.

These various instruments fall within the category of those referred to in the letter, Annex No. XII to the Franco-Lebanese

¹ Translation given in United Nations Treaty Series, Vol. 173, No. 2263.

texte cité ci-dessus, qui prévoit que tous aménagements à apporter aux concessions des sociétés françaises ou à capitaux français devront se faire par la voie contractuelle et que, « jusqu'à la mise en application de ces aménagements, les actes, annexes et textes qui régissent les concessions de ces sociétés au 1^{er} janvier 1944 demeureront en vigueur ».

Parmi les dispositions ainsi couvertes figure l'article 8 de la convention concessionnelle d'origine aux termes duquel: « Le matériel et les matériaux, pierres, bois de charpente, fers, houilles, machines et autres nécessaires au premier établissement des ouvrages de port, des quais et de ses dépendances, que les concessionnaires achèteraient dans l'Empire, ou feraient venir de l'étranger, seront exemptés de tout droit de douane, de même pendant toute la durée de la concession, le sol, fonds des ports, quais et dépendances ne seront passibles d'aucun impôt, et il ne sera perçu aucun droit de timbre sur la présente convention et le cahier des charges annexé. Toutefois, les concessionnaires seront soumis aux prescriptions de la loi sur le timbre en ce qui concerne toute opération relative à l'exploitation du port et des quais. »

Or, nonobstant cette clause, le Gouvernement libanais a promulgué le 26 juillet 1956 une loi stipulant que seraient soumises à l'impôt sur le revenu et à tous les autres impôts et taxes fiscales et municipales, à partir du 1^{er} janvier 1952, toutes les sociétés qui bénéficiaient d'une exemption de ces impôts et taxes en vertu des accords ratifiés par des lois spéciales.

En vertu de ce texte le Gouvernement libanais a décidé de soumettre la Compagnie du Port, notamment:

- a) à l'impôt sur le revenu,
- b) à l'impôt foncier,
- c) à la taxe municipale sur la valeur locative,
- d) aux droits de douane.

Compte tenu de cette position unilatérale, qui confirmait d'ailleurs l'attitude adoptée depuis quelques années par le Gouvernement libanais, la Compagnie a poursuivi les pourparlers qu'elle avait engagés avec celui-ci, dans le cadre de l'accord de 1948, aux fins de parvenir à un accord qui réglerait dans un seul document non seulement les litiges relatifs aux impositions mais encore l'aménagement de la concession, en fonction de l'extension du port souhaitée par le Liban.

Ces conversations ont abouti le 5 août 1957 à la signature, entre la Compagnie et le Gouvernement libanais, d'une « Convention d'extension du port de Beyrouth et d'aménagement de la concession de la Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth ». Cette convention, qui apportait entre autres certains

Agreement of 24 January 1948, cited above, which provides that any modifications to be made in the concessions of French companies, or companies financed by French capital, shall be effected by contractual means and that "pending the entry into force of the said modifications, the Acts, annexes and texts governing the concessions of these companies on 1 January 1944 will remain in force".

Among the provisions thus covered is Article 8 of the original concessionary Agreement according to which: "Plant and materials, stone and timber, iron, coal, machines and other things necessary for the initial installation of the harbour works, quays, and outbuildings, which the concessionaires may buy in the Empire, or may import from abroad, shall be exempt from all customs duties and similarly, throughout the whole period of the concession, the land, harbour beds, quays and outbuildings shall not be liable to any tax, and no stamp duty shall be levied on the present agreement and the General Conditions (*Cahier des Charges*) annexed thereto. Nevertheless, the concessionaires shall be subject to the provisions of the Stamp Law in respect of any operation relating to the exploitation of the harbour and of the quays."

Notwithstanding this clause, however, the Lebanese Government promulgated, on 26 July 1956, a law stipulating that all companies enjoying exemption from these taxes and dues under agreements ratified by special laws should, as from 1 January 1952, be subject to income tax and to all other fiscal and municipal taxes and dues.

By virtue of this text, the Lebanese Government decided to make the *Compagnie du Port* subject, in particular, to:

- (a) income tax,
- (b) land tax,
- (c) the municipal tax on rental value,
- (d) customs duties.

Having regard to the position thus taken up unilaterally, which, moreover, confirmed the attitude that had been adopted for the past few years by the Lebanese Government, the Company pursued the negotiations it had initiated with the Government, within the framework of the agreement of 1948, with a view to reaching an agreement that should settle, in one single document, not only the disputes concerning taxation, but also the modification of the Concession, in relation to the extension of the harbour desired by Lebanon.

These conversations led to the signature, on 5 August 1957, of an "Agreement concerning the extension of the Harbour of Beirut and the modification of the Concession of the *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth*" between the Company and the Lebanese Government. This agreement, which introduced,

aménagements à l'application à la Compagnie des dispositions de la loi de 1956, devait être approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie et ratifiée par le Parlement libanais.

Mais, si la première de ces formalités a été accomplie dès le 10 octobre 1957, la seconde n'a pas eu lieu jusqu'à ce jour. Bien plus, le Gouvernement libanais a remis en cause certaines clauses essentielles de l'accord de 1957 et n'a pas hésité à mettre en œuvre, par des mesures positives de contrainte, l'application à la Compagnie de la loi de 1956.

Cette action, qui s'analyse en une modification unilatérale de l'article 8 de la convention de concession de 1887, constitue donc une première violation de l'annexe 12 à l'accord franco-libanais de 1948.

Devant la situation ci-dessus décrite, la Compagnie du Port, se fondant sur l'article 7 de la convention de réadaptation du 15 décembre 1925 — selon lequel « les contestations qui s'élèveraient entre la Compagnie du Port de Beyrouth et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses des actes concessionnels de la Compagnie seront portées devant les juridictions administratives compétentes, à moins que la Compagnie concessionnaire n'use du droit qu'elle se réserve, toutefois, de soumettre le différend à une Commission d'arbitrage composée de trois arbitres nommés l'un par le Gouvernement, l'autre par le concessionnaire et le troisième par les deux premiers, ou à défaut d'entente, par le vice-président du Conseil d'État de la République française » —, a, le 22 décembre 1958, en se référant d'ailleurs à des demandes précédentes en ce sens, proposé à nouveau au Gouvernement libanais de régler par la voie d'un arbitrage les litiges dont il s'agit ainsi qu'un autre différend relatif à la participation de l'État libanais aux bénéfices de la Compagnie (interprétation de l'art. 31 du contrat concessionnel d'origine), points pour lesquels une procédure d'arbitrage avait été déjà entamée par elle et suspendue uniquement en raison de la signature de la convention de 1957. Cette démarche, malgré un rappel en date du 16 janvier 1959, n'a provoqué aucune réponse positive du Gouvernement libanais. Ainsi la Compagnie se voit-elle dénié le juge auquel lui donne droit son contrat.

La convention de réadaptation de 1925 étant encore en vigueur aux termes de l'annexe 12 à l'accord de 1948, cette abstention équivaut à une deuxième violation des dispositions dudit accord.

* * *

« Radio-Orient », société anonyme française ayant son siège social à Paris, 79 Bd. Haussmann, s'est substituée en août 1922 à la « Compagnie générale de Télégraphie sans fil » qui, par conven-

inter alia, certain modifications in the application to the Company of the provisions of the law of 1956, was to be approved by the general meeting of shareholders of the Company and to be ratified by the Lebanese Parliament.

But, though the first of these formalities was accomplished as early as 10 October 1957, the second has not been carried out to this day. Furthermore, the Lebanese Government has again called into question certain fundamental clauses of the Agreement of 1957 and has not hesitated to set in operation the application to the Company of the law of 1956 by positive measures of coercion.

This action, which is in effect a unilateral modification of Article 8 of the Concessionary Agreement of 1887, thus constitutes a first violation of Annex XII to the Franco-Lebanese Agreement of 1948.

Being faced by the situation described above, the *Compagnie du Port*, basing itself on Article 7 of the Readaptation Agreement of 15 December 1925—according to which “any disputes that may arise between the *Compagnie du Port de Beyrouth* and the Administration concerning the execution or interpretation of the clauses of the Company’s concessionary instruments shall be submitted to the competent administrative jurisdictions, unless the concessionary Company exercises the right which it reserves to itself, nevertheless, to submit the dispute to an arbitration commission composed of three arbitrators, one appointed by the Government, another by the concessionaire and the third by the former two or, failing agreement between them, by the Vice-President of the *Conseil d’État* of the French Republic”—on 22 December 1958, whilst referring, moreover, to previous requests in the same sense, once more proposed to the Lebanese Government that a settlement by way of arbitration should be sought for the disputes in question and also for another dispute concerning the Lebanese State’s share in the profits of the Company (interpretation of Art. 31 of the original concessionary contract), these being points for which an arbitration procedure had already been initiated by the Company and suspended solely by reason of the signature of the Agreement of 1957. This approach, although followed by a reminder on 16 January 1959, evoked no positive reply from the Lebanese Government. The Company thus found itself denied the legal remedy to which it was entitled under its contract.

As the Readaptation Agreement of 1925 is still in force under the terms of Annex XII to the Agreement of 1948, this failure to act is tantamount to a second violation of the provisions of the said Agreement.

* * *

Radio-Orient, a French limited company, with its registered office at 79, Boulevard Haussmann, Paris, became, in August 1922, the successor to the *Compagnie générale de Télégraphie sans fil*

tion en date du 1^{er} décembre 1921 passée avec le Haut-Commissariat de la République française au Liban, s'était vu concéder le droit de construire et d'exploiter le centre radio-électrique de Beyrouth, cette opération étant réalisée en application de l'article XXIX de ladite convention aux termes duquel « ... La Compagnie (générale de Télégraphie sans fil) pourra céder à une autre société établie ou à établir, tout ou partie de son autorisation, mais à la condition d'y avoir préalablement été autorisée par le Haut-Commissariat... »

En application du protocole signé le 3 juin 1944 entre les Gouvernements français et libanais, au sujet du transfert des services de l'inspection générale des Postes et Télégraphes, l'administration libanaise a pris en charge les droits et obligations que comportait l'exécution de la convention de 1921.

La convention du 1^{er} décembre 1921 entre dans la catégorie des actes que vise la lettre annexe n° 12 à l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948, texte déjà cité.

Parmi les dispositions ainsi couvertes figure l'article XXV de ladite convention, qui prévoit notamment que « ... le matériel de premier établissement sera exonéré des droits de douane », cette clause devant s'interpréter en fonction des articles XX et XXI.

Or, le Gouvernement libanais a promulgué le 26 juillet 1956 une loi stipulant que seraient soumises à l'impôt sur le revenu et à tous les autres impôts et taxes fiscales et municipales, à partir du 1^{er} janvier 1952, toutes les sociétés qui bénéficiaient d'une exemption de ces impôts et taxes en vertu des accords ratifiés par des lois spéciales.

Se fondant sur ce texte, et nonobstant la clause rappelée ci-dessus, le Gouvernement libanais a alors décidé de soumettre le matériel importé par Radio-Orient en vue de l'exécution des travaux complémentaires de premier établissement aux droits de douane, et pris des mesures de contrainte en ce sens.

Cette action, qui s'analyse en une modification unilatérale de l'article XXV de la convention de concession de 1921, constitue donc une violation de l'annexe 12 à l'accord franco-libanais de 1948.

* * *

Il convient enfin d'observer que même dans l'hypothèse où la loi de 1956 aurait été applicable à la Compagnie du Port et à la Société Radio-Orient, abstraction faite de toutes les obligations stipulées à l'accord de 1948, elle aurait ouvert au bénéfice de celles-ci un droit à indemnité pour les modifications ainsi apportées aux clauses financières de leurs conventions d'origine et aux textes concessionnels ultérieurs. A défaut, l'équilibre contractuel se trouverait rompu et la République libanaise, cause de cette lésion

which, by an agreement dated 1 December 1921, concluded with the High Commissariat of the French Republic in Lebanon, had been granted the right to construct and exploit the radio-electric centre of Beirut, this operation being carried out in application of Article XXIX of the said agreement, according to which "... The Company (the *Compagnie générale de Télégraphie sans fil*) may cede to another company already constituted or to be constituted in future the whole or part of its authorization, provided it has previously been authorized to do so by the High Commissariat..."

Pursuant to the protocol signed on 3 June 1944 between the French and Lebanese Governments, concerning the transfer of the services of the general inspectorate of Posts and Telegraphs, the Lebanese Administration took over the rights and obligations involved in the implementation of the Agreement of 1921.

The Agreement of 1 December 1921 falls within the category of instruments referred to in the letter, Annex No. XII to the Franco-Lebanese Agreement of 24 January 1948, cited above.

Amongst the provisions thus covered, there is Article XXV of the said agreement which provides, in particular, that "... equipment for the initial installation shall be exempt from customs duties", this clause having to be interpreted in relation to Articles XX and XXI.

The Lebanese Government promulgated, on 26 July 1956, however, a law stipulating that all companies enjoying exemption from these taxes and dues under agreements ratified by special laws should, as from 1 January 1952, be subject to income tax and to all other fiscal and municipal taxes and dues.

Basing itself on this text, and notwithstanding the clause cited above, the Lebanese Government then decided to make equipment imported by *Radio-Orient* for the purpose of carrying out supplementary work of initial installation subject to customs duties and took coercive measures in that sense.

This action, which is in effect a unilateral modification of Article XXV of the Concessionary Agreement of 1921, thus constitutes a violation of Annex XII to the Franco-Lebanese Agreement of 1948.

* * *

It should be remarked, lastly, that, even on the supposition that the law of 1956 was applicable to the *Compagnie du Port* and to the *Société Radio-Orient*, leaving aside all the obligations stipulated in the Agreement of 1948, it would have given them a right to compensation in respect of the modifications thus introduced into the financial clauses of their original agreements and into the subsequent concessionary instruments. Failing this, the contractual equilibrium would be upset and the Lebanese Republic, which is

à l'égard de ressortissants étrangers, engagerait *ipso facto* sa responsabilité envers l'État dont relèvent ces ressortissants, à savoir la République française.

* * *

Ayant vainement eu recours à la voie diplomatique sur tous les points précédents, le Gouvernement de la République française a décidé d'obtenir du Gouvernement libanais le respect des engagements pris vis-à-vis de lui dans l'accord du 24 janvier 1948. Les atteintes aux contrats de concession de la Compagnie du Port et de la Société Radio-Orient et le déni de justice qui résulte de l'abstention du Gouvernement du Liban d'accepter, en ce qui concerne la Compagnie, l'arbitrage prévu par la convention de réadaptation sont, en raison des engagements conventionnels cités dans la présente requête, des violations du droit international dont le Gouvernement de la République libanaise doit supporter la responsabilité. Le Gouvernement de la République française demande le respect des règles du droit international applicables à la situation de ses ressortissants telle qu'elle a été exposée et la réparation, dans les formes adéquates, des manquements au respect de ces règles.

Le Gouvernement de la République française a donc décidé de porter son différend avec le Gouvernement de la République libanaise devant la Cour internationale de Justice.

En conséquence, et sous réserve de tous mémoires, contre-mémoires, et, en général, de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement à la Cour, sous réserve d'une demande ultérieure de mesures conservatoires conformément à l'article 41 du Statut de la Cour,

PLAISE A LA COUR :

Donner acte à l'agent du Gouvernement de la République française que, pour toutes notifications et communications relatives à la présente affaire, il élit domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye;

Notifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement de la République libanaise;

Dire et juger, tant en l'absence qu'en présence dudit Gouvernement et après tels délais que, sous réserve d'un accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer :

— que les modifications apportées unilatéralement, par voie législative, par le Gouvernement libanais à la situation de la Compagnie du Port de Beyrouth et de la Société Radio-Orient sont, dans les conditions où elles sont intervenues, contraires à l'engagement pris dans l'accord du 24 janvier 1948 entre la France et le Liban;

the cause of this injury to foreign nationals, would *ipso facto* incur responsibility towards the State to which those nationals belong, namely, the French Republic.

* * *

Having vainly resorted to diplomatic negotiations in respect of all the foregoing points, the Government of the French Republic has decided to obtain from the Lebanese Government respect for the undertakings assumed towards it in the Agreement of 24 January 1948. The infringements of the concessionary contracts of the *Compagnie du Port* and of the *Société Radio-Orient* and the denial of justice which arises from the failure of the Lebanese Government to accept, so far as the Company is concerned, the arbitration provided for by the Readaptation Agreement, are, by reason of the undertakings entered into in the agreements cited in the present Application, violations of international law for which the Government of the Lebanese Republic must bear responsibility. The Government of the French Republic asks that the rules of international law that are applicable to the situation of its nationals, as set out above, should be respected, and asks for adequate reparation for the failure to observe those rules.

The Government of the French Republic has therefore decided to submit its dispute with the Government of the Lebanese Republic to the International Court of Justice.

Accordingly, and subject to the subsequent presentation to the Court of a Memorial, Counter-Memorial and, in general, of any evidence or argument, and subject to any subsequent request for the indication of provisional measures of protection in accordance with Article 41 of the Statute of the Court,

MAY IT PLEASE THE COURT:

To take note that, for the purpose of all notifications and communications relating to the present case, the Agent of the Government of the French Republic selects for his address for service the French Embassy at The Hague;

To notify the present Application, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court, to the Government of the Lebanese Republic;

To adjudge and declare, whether the Government of the Lebanese Republic appears or not, and after such time-limits as the Court may fix in the absence of an agreement between the Parties:—that the alterations of the situation of the *Compagnie du Port de Beyrouth* and the *Société Radio-Orient* made unilaterally by way of legislation by the Lebanese Government are, in the circumstances in which they were made, contrary to the undertaking given in the Agreement of 24 January 1948 between France and Lebanon;

- que le Gouvernement libanais a ainsi manqué à l'obligation de négociation avec les sociétés concessionnaires assumée par lui dans l'accord du 24 janvier 1948;
- qu'en s'abstenant de donner suite aux propositions d'arbitrage formulées par la Compagnie du Port de Beyrouth, le Gouvernement libanais a d'autre part manqué à l'obligation qu'il avait également assumée par l'accord du 24 janvier 1948 de continuer de respecter les actes concessionnels des sociétés françaises en vigueur au 1^{er} janvier 1944;
- qu'au surplus le Gouvernement libanais engage sa responsabilité internationale en rompant de sa propre autorité l'équilibre de contrats conclus par lui avec des sociétés étrangères;
- que le Gouvernement libanais ne peut apporter d'aménagements à la situation de la Compagnie du Port et de la Société Radio-Orient qu'en vertu d'un accord ou d'un arbitrage;
- que le Gouvernement libanais est tenu de réparer le préjudice subi par la Compagnie du Port et la Société Radio-Orient jusqu'à la date de la décision de la Cour par les mesures qui ont empêché ces Sociétés de fonctionner selon les règles qu'il devait observer.

L'Agent du Gouvernement
de la République française,
(Signé) André GROS.

Vu pour l'authenticité de la signature :

[Sceau du ministère
des Affaires étrangères
et signature illisible.]

—that the Lebanese Government has accordingly failed to carry out the obligation to negotiate with the concessionary companies which it assumed under the Agreement of 24 January 1948;

—that, by failing to act upon the proposals for arbitration made by the *Compagnie du Port de Beyrouth*, the Lebanese Government has moreover failed to observe the obligation it had also assumed in the Agreement of 24 January 1948 to continue to respect the concessionary instruments of French companies in force on 1 January 1944;

—that, furthermore, the Lebanese Government has incurred international responsibility by upsetting, of its own authority, the equilibrium of contracts concluded by it with foreign companies;

—that the Lebanese Government cannot introduce modifications in the situation of the *Compagnie du Port* and of the *Société Radio-Orient* except by virtue of an agreement or of arbitration;

—that the Lebanese Government is under an obligation to make good the damage suffered by the *Compagnie du Port* and the *Société Radio-Orient* until the date of the Court's decision as the result of the measures which have prevented those companies from operating according to the rules which the Lebanese Government was under an obligation to observe.

The Agent of the Government
of the French Republic,
(Signed) André GROS.

Signature certified:

[Seal of the Ministry
for Foreign Affairs
and illegible signature.]
